

CERTAINS VEULENT LA DESCENDRE
NOUS, ON LA DÉFEND !



INFO LUTTES RÉFORME SNCF

N°15

Montreuil, le 24 Avril 2018

Les chiffres du jour

- **72 Milliards d'euros** c'est le cumul des montants versés aux actionnaires privés par Orange, EDF GDF et les autoroutes en 15 ans ;
- **900 cheminots** rassemblés place de la Bourse à Paris ;
- **220 cheminots** envahissent la séance plénière du CER Mobilités à Clermont-Ferrand ;
- **400 cheminots** rassemblés devant le Conseil Régional à Dijon ;
- **120 cheminots** nîmois rassemblés devant le siège du MEDEF.

Les 28 et 29 avril prochains, les cheminots aborderont la 6^e séquence de grève de 2 jours sur 5. A quelques jours d'un 1^{er} mai particulier, puisque situé au cœur des luttes, nous devons démultiplier nos efforts et le nombre de grévistes afin d'accentuer la pression sur le gouvernement et la direction SNCF.

PHILIPPE MARTINEZ S'ADRESSE AU PREMIER MINISTRE



► COMPTE RENDU AUDIENCE PRÉAVIS DES 23 ET 24 AVRIL

Sur l'emploi, la direction a été très claire : le plan stratégique à venir du GPF prévoit un volet productivité sur les effectifs ! Aux 2 046 suppressions prévues au budget 2018, la direction laisse entendre qu'il y en aura d'autres ! Par ailleurs, la direction confirme sa position dogmatique qui privilégie l'externalisation et le transfert des compétences vers les entreprises privées.

S'agissant du Fret, la direction nous indique avoir appris comme tout le monde par la voix du Premier ministre, la filialisation future de Fret SNCF. De qui se moque-t-on ? C'est bien en concertation avec la direction de la SNCF que le gouvernement a pris cette décision qui n'a pour objectif que de se débarrasser d'une activité essentielle du chemin de fer public.

Nous avons déploré qu'aucun retour d'expérience n'ait été fait sur l'organisation cloisonnée par produits qui engendre des dysfonctionnements et des surcoûts. **Cela confirme notre revendication d'un retour à la multiactivité au sein d'une entreprise unique et intégrée.**

► LA DÉCLARATION DES ADMINISTRATEURS SALARIÉS

Les conseils d'administration de SNCF Réseau, SNCF Mobilités et le Conseil de Surveillance se réunissent les 24, 25 et 26 avril 2018. Dans chacun d'eux siègent des représentants des ministères des transports et du budget, du gouvernement ainsi que la direction de l'entreprise.

L'ensemble des administrateurs salariés, à l'initiative de la CGT, continue d'intervenir dans les trois conseils sur le contexte social dans l'entreprise et le projet de loi gouvernemental sur la réforme du système ferroviaire.

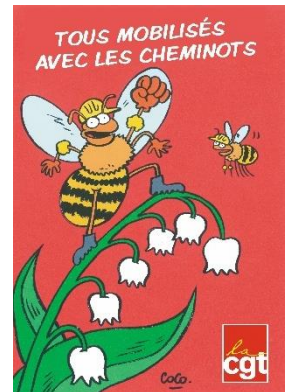
Ils dénoncent le traitement médiatique indigne dont font l'objet les cheminots.

Ils fustigent l'attitude du gouvernement et de la direction de l'entreprise refusant toutes négociations avec les organisations syndicales.

Ils pointent la situation faite à l'encadrement sommé de justifier l'injustifiable, d'appliquer des consignes illégales du point de vue de la réglementation et du droit. Ils alertent sur les conséquences que cela pourrait avoir sur les relations entre les hommes et les femmes qui composent cette entreprise.

Que ce soit du côté de la direction ou du gouvernement, même attitude que lors des bilatérales, tables rondes ou audiences dans le cadre des DCI ou préavis : aucune réaction, aucun commentaire !

Seule l'élévation du rapport de forces et l'élargissement de la mobilisation pourront les faire changer d'attitude et les obliger à réellement négocier sur les propositions portées par les organisations syndicales dans le cadre des 8 points de la plateforme unitaire.



En route vers la 6^e séquence !

Prochain préavis unitaire du 27 avril 20h00 au 30 avril 07h55.

FÉDÉRATION CGT DES CHEMINOTS

Nom :
Prénom :
Adresse :
.....
Fonction :
Grade :
Position de rémunération :
Etablissement :
Tél :
E-mail :



BULLETIN D'ADHESION

**Ne dites plus :
« Que fait la CGT ? »
FAITES-LA !**

Nom du secteur : Tél :
Syndicat : Tél :
Nom du contact :
Nom du syndiqué :

